

L'appréciation du Shekel (NIS) : contretemps ou aubaine ?

Alors que S&P vient de saluer les performances de l'économie israélienne en maintenant sa note AA- avec perspective stable, force est de constater que l'appréciation significative du NIS a contribué à ouvrir un débat sur la soutenabilité de modèle économique israélien et sur les ajustements à apporter pour en gommer les imperfections.

En cohérence avec l'approche libérale des derniers gouvernements, la tentation est grande chez certains de laisser les forces du marché agir, en espérant ainsi contribuer à l'amélioration de la productivité dans plusieurs secteurs d'activité, notamment dans l'industrie traditionnelle.

1. L'appréciation de la devise israélienne semble être perçue comme opportunité par le ministère des Finances et la Bank of Israël

Le vide parlementaire actuel et la priorité donnée par le ministère des Finances à la réduction du déficit budgétaire dès la mise en place du nouveau parlement laissent à penser que l'appréciation du NIS est avant tout perçue comme une opportunité pour moderniser l'outil de production et les infrastructures à moindre coût. Depuis le début de l'année, la devise israélienne s'est respectivement appréciée de 9% et de 6% vis-à-vis de l'Euro et du Dollar américain.

Il est très probable qu'Israël ne se joindra pas à la guerre des monnaies à laquelle se livre un certain nombre de pays parmi lesquels deux de ses principaux partenaires économiques, les Etats-Unis et la Chine. Si la Bank of Israël cherche à stabiliser le taux de change comme elle l'a fait en 2017, elle ne rencontrera probablement aucune difficulté pour le faire. Les réserves de change s'élevaient à 120 Mds de USD fin juillet

2019, soit 32,5% du PIB, et devraient poursuivre leur progression. La commercialisation du gaz en provenance du gisement de Leviathan, l'appétit féroce des investisseurs étrangers pour la hi-tech israélienne et l'entrée possible d'Israël au World Government Bond Index (WGBI) ce mois-ci devraient en effet contribuer à la consolidation des comptes extérieurs du pays.

La décision, fin août, du comité monétaire de la Bank of Israël de maintenir son taux directeur à 0,25% tendrait à valider cette hypothèse. Nous n'en aurons cependant la confirmation que dans les prochains mois avec, notamment, la nomination d'un Premier Ministre et la constitution d'un nouveau gouvernement.

2. En dépit d'un discours ambiguë, les représentants de l'industrie y voient également une opportunité pour engager des réformes structurelles

En lançant récemment une campagne de communication vantant l'engagement de plusieurs chefs d'Etat, notamment Emmanuel Macron, aux côtés de leurs industriels, la Manufacturers Association cherche à ouvrir un dialogue avec les leaders politiques dont aucun n'a fait de l'économie une priorité lors de la campagne électorale actuelle. L'appréciation du NIS leur en donne l'occasion et nécessite selon elle des mesures, fiscales notamment, pour soutenir l'industrie traditionnelle dont la compétitivité est sérieusement entamée.

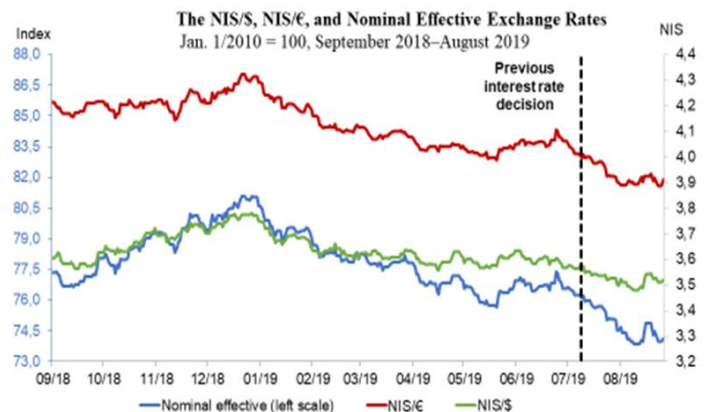
Elle y voit également une opportunité pour moderniser l'outil industriel ainsi que pour améliorer la qualité du service rendu, aux touristes étrangers notamment, et accroître la productivité au sein de l'administration. Quatre démarches et 12 jours sont encore nécessaires en Israël pour ouvrir une entreprise. De manière plus générale, l'environnement des affaires en Israël est l'un des moins performants des pays membres de l'OCDE.

La pénurie de talents dans la tech et l'augmentation des salaires qui l'accompagnent sont également devenues des sujets de préoccupation majeurs. Ils sont exacerbés par l'ouverture de nouveaux centres de R&D et par la vitalité de la demande étrangère pour la tech israélienne, ainsi que par le déficit migratoire des talents. Selon l'institut de recherche socio-économique Shores, le ratio immigrants/émigrants est de 1 pour 4,5 diplômés. L'attractivité d'Israël, tant pour les touristes que pour les candidats à l'Alyah, pourrait d'autre part pâtir d'un shekel fort.

Sauf choc exogène dont la probabilité a cru avec les frappes israéliennes de ces dernières semaines, l'Etat israélien dispose des ressources pour relever ces défis et, ainsi, franchir un nouveau palier.

François PETIT, Chef du Service économique

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Source : Bank of Israël